

(Traduction AARASD)

**Intergroupe pour le Sahara occidental  
Parlement européen**

Bruxelles, le 26.02.2021

**Excellences,  
Mesdames et Messieurs les députés,  
Chères collègues et Chers collègues,**

Compte tenu de la répression croissante dans le territoire occupé du Sahara occidental, l'Intergroupe pour le Sahara occidental au Parlement européen exprime sa solidarité avec les Sahraouis défenseurs des droits humains et militants politiques attaqués et appelle à une réponse urgente et énergique de l'UE et des États membres.

Premièrement, l'Intergroupe est préoccupé par les attaques répétées contre l'éminente défenseure sahraouie des droits humains, Sultana Khaya et sa famille. En 2007, Sultana avait déjà été attaquée lors d'une manifestation et avait perdu un œil. Ces derniers jours, elle a souffert d'agressions répétées ayant entraîné de graves blessures à la tête par des agents marocains à son domicile de Boujdour où elle et sa famille sont assignées à résidence depuis novembre dernier. Sa soeur Ouara Khaya a également été gravement blessée.

Deuxièmement, nous voudrions également souligner la situation des deux militants sahraouis, Ghali Bouhala et Mohamed Nafaa Boutasoufra, arrêtés sans mandat dans les rues d'El Aioun. Ils ont disparu pendant 3 jours et leurs maisons ont été endommagées. Les deux militants se trouvent actuellement à la prison d'Aït-Melloul dans la ville marocaine d'Agadir dans l'attente de leur procès.

Troisièmement, l'Intergroupe exprime sa solidarité avec le journaliste et défenseur des droits Mohamed Lamin Haddi du groupe de Gdeim Izik. Il a entamé une grève de la faim illimitée le 13 janvier pour dénoncer les mauvais traitements exercés à son encontre dans la prison de Tiflit 2. Il exige le respect de ses droits fondamentaux tels que les soins médicaux, une alimentation adéquate, la lumière dans sa cellule, ainsi que la fin de l'isolement auquel il est soumis depuis trois ans. La détérioration de sa santé est très inquiétante.

Enfin, l'Intergroupe tient à reconnaître les efforts des journalistes sahraouis qui risquent leurs vies pour rendre compte des cas susmentionnés et d'autres violations des droits de l'homme. Étant donné que le territoire reste strictement fermé aux observateurs internationaux, y compris au Bureau de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et aux organisations internationales de défense des droits humains, leur travail en est d'autant plus essentiel.

Au-delà de ces cas individuels, l'Intergroupe souhaite dénoncer l'aggravation de la situation des défenseurs sahraouis des droits humains et des autres voix de la résistance au Sahara Occidental occupé, qui font face à une répression accrue depuis la fin du cessez-le-feu. Depuis, les violations des droits humains contre le peuple sahraoui ont augmenté de façon exponentielle – et cela continue jusqu'à aujourd'hui.

Par conséquent, à la lumière de cette situation alarmante et de la violation continue des droits de l'homme au Sahara occidental, nous appelons l'UE, notamment le Haut Représentant/Vice-président Josep Borrell, à prendre des mesures immédiates et décisives à l'égard du Maroc pour obtenir la fin de la répression des défenseurs des droits humains et des militants politiques sahraouis, et pour soutenir la société civile sahraouie dans ses revendications légitimes de respect de ses libertés fondamentales. Nous nous associons également à l'appel lancé au CICR pour qu'il déploie une opération humanitaire sur le terrain, afin d'assurer en urgence la protection des civils sahraouis et le respect du droit international humanitaire.

Sincèrement,

**Les membres de l'Intergroupe pour le Sahara occidental**